

si la réduction des rentes sur l'Etat prononcée par le décret du 14 mars 1852 frappait le créancier. La négative était évidente du moment que l'on admettait qu'il n'y avait pas de novation (1).

Des immeubles sont donnés à charge de rente viagère au profit du donateur. Plus tard le donateur consent, à l'égard de l'un des donataires, à reprendre la jouissance des immeubles donnés, au lieu d'exiger l'acquittement de la rente. Y avait-il novation par la substitution d'un usufruit à une rente viagère? C'est une question d'intention, elle a été jugée en faveur du donateur. La rente viagère dépasse d'ordinaire la valeur des fruits; quand donc le donateur consent à jouir des fruits, il ne peut avoir l'intention de renoncer à la rente; ce serait, selon les circonstances, une nouvelle libéralité, et la donation se présume aussi peu que la novation. La cour de cassation a décidé qu'il y avait un simple changement temporaire dans la prestation de la rente. Pour qu'il y eût novation, dit-elle, il faudrait ou une convention par laquelle les parties auraient remplacé la rente viagère par un simple usufruit, ou des faits constants qui, à raison de leur incompatibilité avec la persistance de l'ancienne dette, supposeraient nécessairement un accord entre les parties pour remplacer la première dette par une dette nouvelle (2).

271. Une rente perpétuelle stipulée en denrées est convertie en une rente perpétuelle en argent. Y a-t-il novation? Ce qui, dans l'espèce, rendait la question douteuse, c'est que les parties avaient déclaré que, sauf le changement des denrées en argent, elles n'entendaient déroger en rien aux autres clauses du contrat primitif. C'était dire qu'elles ne voulaient pas novater. Il a été jugé néanmoins, et avec raison, que le changement de l'objet entraînait novation; le texte de l'article 1271, 1^o, le décide; et lorsque la convention établit une dette nouvelle, il y a novation, quand même les parties déclareraient qu'elles

(1) Douai, 1^{er} juillet 1854. Paris, 28 juillet 1853 (Dalloz, 1855, 2, 43 et 44).
(2) Cassation, 17 décembre 1862 (Dalloz, 1863, 1, 16).

ne veulent pas novater : leur protestation est contraire à l'acte, donc inefficace (1).

Par la même raison, il y a novation lorsqu'une rente viagère est convertie en une obligation de nourrir et d'entretenir le créancier pendant toute sa vie. Autre est une créance alimentaire, autre est une rente viagère; il y a changement de dette; donc, dit la cour de cassation, la convention rentre littéralement dans la disposition de l'article 1271; en effet, la seconde dette est si essentiellement différente de la première, qu'elle n'a d'existence que parce que la première n'en a plus (2).

272. Si les parties conviennent que le débiteur payera des intérêts qui n'étaient pas dus en vertu du contrat primitif, y aura-t-il novation? La cour de Bruxelles a jugé la négative; le capital n'est point aliéné, la dette reste donc la même; il y a un changement, il est vrai, mais comme il n'altère pas la nature de la dette, il faudrait qu'il manifestât bien clairement la volonté de novater pour que l'on pût admettre qu'il y a novation; or, telle n'est pas la stipulation d'intérêts; c'est, dit la cour, une indemnité que le débiteur accorde à son créancier à l'effet d'obtenir un délai pour le paiement, et quand il payera, ce sera littéralement l'ancienne dette; il n'y a donc rien de nouveau, partant pas de novation (3).

II. Nature de l'obligation.

273. Quand une dette commerciale est transformée en dette civile, il est certain qu'il y a novation, bien que l'objet de la dette reste le même. C'est qu'il y a des différences essentielles entre une dette civile et une dette commerciale. Avant l'abolition de la contrainte par corps, la personne, la liberté du débiteur commerçant répondait de sa dette, tandis que le débiteur civil n'engageait régu-

(1) Jugement du tribunal de Nantes, 20 avril 1849 (Dalloz, 1849, 5, 162, n^o 44).

(2) Cassation, 12 janvier 1847 (Dalloz, 1847, 1, 76).

(3) Bruxelles, 31 octobre 1828 (*Pasicrisie*, 1828, p. 312) et 30 juin 1818 (*Pasicrisie*, 1818, p. 133).

lièrement que ses biens. Il reste encore une différence capitale, la juridiction et, par suite, la procédure. Or, dès qu'une dette de nature différente prend la place d'une autre dette, il y a novation.

274. La difficulté est de savoir quand une dette commerciale est remplacée par une dette civile. Dans l'ancien droit, on jugeait qu'une dette commerciale devient dette civile lorsqu'elle est constatée par acte authentique. Duranton critique cette jurisprudence et avec raison; il est vrai qu'il n'est point d'usage de dresser des actes notariés pour les dettes de commerce, mais aucun texte, aucun principe ne s'oppose à ce qu'un engagement commercial soit revêtu de la forme authentique; l'authenticité est une question de preuve; or, le mode de prouver une dette n'en change certes pas la nature ni les effets. La jurisprudence, sous l'empire du code civil, est en ce sens (1). Il avait été jugé par la cour de Paris que le créancier qui stipulait l'authenticité et une hypothèque, convertissait son obligation commerciale en une obligation purement civile, et renonçait par là à la juridiction consulaire. Cette décision a été cassée. Il y avait, dans l'espèce, des circonstances qui rendaient la question, sinon douteuse, du moins controversable. Il n'est pas d'usage de stipuler des garanties réelles pour des dettes de commerce; à cela la cour de cassation répond, et la réponse est péremptoire, que la sûreté hypothécaire que le débiteur ajoute à son engagement principal n'en change pas la nature. Le créancier, nanti d'un acte notarié, avait remis ses titres commerciaux au débiteur; peu importe, dit la cour, la remise des titres n'empêchait pas que la cause de la dette ne restât commerciale. Une autre circonstance témoignait pour le maintien de l'ancienne dette : le débiteur s'obligeait à payer l'intérêt de 6 p. c., ce qui, sous l'empire de la législation française, n'était permis que pour les dettes de commerce (2). A notre avis, toutes ces circonstances sont

(1) Duranton, t. XII, p. 405, n° 290. Aubry et Rau, t. IV, p. 218, note 35, p. 324.

(2) Cassation, 21 février 1826 (Dalloz, au mot *Obligations*, n° 2432). Comparez Liège, 17 mai 1814 (*Pasicrisie*, 1814, p. 75). Paris, 27 novembre 1841 (Dalloz, au mot *Faillite*, n° 70).

indifférentes; la dette ne peut changer de nature que si l'intention de nover résulte nécessairement de l'acte, et le changement de titre ne manifeste aucune volonté de nover.

275. Dans l'espèce suivante, il a été jugé qu'il y avait novation par substitution d'une dette civile à une dette commerciale. Un père forme avec ses deux fils une société de commerce; il était, lors de son décès, créancier de la société. Cette créance fut attribuée à la veuve pour la remplir de ses reprises résultant de la communauté qui avait existé entre elle et son mari. La veuve décéda sans avoir touché la créance; une contestation s'éleva entre ses fils, dont l'un accepta seul la succession de la mère et actionna son frère en paiement de la moitié de la créance contre la société. Celui-ci contesta que la créance fût commerciale. La cour de Riom jugea que l'attribution à la veuve de l'associé d'une créance contre la société en changeait la nature, le nouveau créancier n'étant pas commerçant et l'opération qui lui transmettait cette créance étant purement civile; il y avait aussi un nouveau débiteur. De sorte que, sous tous rapports, il y avait novation (1).

III. Modalité.

276. Le mode peut consister dans une condition, ou dans un terme, ou dans une charge. Que la condition change la nature de la dette, cela ne fait pas de doute, nous en avons déjà fait la remarque. Les effets d'une dette pure et simple et ceux d'une dette conditionnelle diffèrent du tout au tout. Quant à la charge, elle modifie aussi la nature de la dette, puisqu'elle la rend résoluble si la charge n'est pas remplie. Il n'en est pas de même du terme; il n'apporte aucun changement à la nature de la dette ni à ses effets, sauf que le paiement est ajourné, donc il n'y a pas de novation. Il faudrait une convention formelle pour qu'il y eût novation ou du moins des faits

(1) Rejet, 2 décembre 1868 (Dalloz, 1869, 1, 129).